

Europe : Solide croissance prévue, avec plusieurs risques de baisse

Au nombre des risques : un renforcement des tensions commerciales, un changement de politique et le Brexit

Genève, le 21 janvier – L'économie mondiale va continuer de croître à un rythme constant d'environ 3 % en 2019 et 2020, sur fond d'indicateurs d'une croissance mondiale parvenue au sommet. Cependant, d'après le rapport Situation et perspectives de l'économie mondiale des Nations Unies pour l'année 2019 publié aujourd'hui, une combinaison préoccupante d'obstacles au développement pourrait davantage entraver la croissance.

Le Secrétaire général de l'ONU António Guterres a averti : « Bien que les indicateurs économiques demeurent globalement favorables, ils ne reflètent pas l'intégralité de la situation ». Le rapport Situation et perspectives de l'économie mondiale 2019, a-t-il indiqué, « suscite des inquiétudes quant à la viabilité de l'économie mondiale face à des difficultés croissantes dans le domaine financier, social et environnemental. »

Perspectives de croissance en Europe

L'Europe continuera d'assister à une croissance solide de 2,0 % en 2019 et 2020, induite principalement par une forte consommation des ménages générée par la baisse du chômage, l'augmentation des salaires et une politique monétaire demeurée stimulante. Sur le plan commercial, les entreprises, en particulier du secteur du bâtiment, continuent également à bénéficier d'une politique monétaire expansionniste.

Le profil mondial de croissance économique révèle que les plus grandes économies se situent dans la région. En Allemagne, la croissance se maintiendra à un niveau légèrement plus modéré de 1,8 % en 2019 et 2020, alors que l'environnement extérieur devient moins propice. L'importante industrie automobile connaît des perturbations et des pressions dues aux nouvelles technologies, à l'arrivée de nouveaux concurrents et aux conséquences juridiques et financières considérables des précédentes pratiques en matière de vente liées à la technologie du diesel. A contrario, la consommation privée demeure un important levier de croissance, compte tenu du renforcement de l'emploi qui se répercute de plus en plus sur la hausse des salaires.

De la même manière, la France devrait enregistrer une croissance de 1,8 % en 2019 et 2020 en raison de prévisions moins reluisantes dans le domaine des exportations. Le taux de croissance le plus bas de la région devrait être observé en Italie, où l'économie devrait enregistrer une croissance de tout juste 1,2 % et de 1 % en 2019 et 2020 respectivement. Cette situation est due à un affaiblissement général de l'environnement externe, associé à d'importantes contraintes en matière de consommation privée au vu de l'incertitude politique, de la fragilité du système bancaire et d'une croissance tout juste limitée en matière d'emploi et de salaires.

Au Royaume-Uni, la croissance économique devrait se situer à 1,4 % en 2019 et à 1,7 % en 2020. L'incertitude liée à la sortie du pays de l'Union européenne (UE) demeure un frein majeur pour l'économie, les entreprises prenant des précautions pour se prémunir contre une sortie rude sans accord clair sur les prochaines relations commerciales.

Les membres de l'UE qui l'ont rejointe depuis 2004 ont expérimenté un dynamisme économique soutenu à partir de 2017, la croissance du PIB dépassant souvent les premières prévisions. Le PIB global de ces pays a augmenté de 4,2 % en 2018, un chiffre largement supérieur à la moyenne européenne. En Pologne, la première économie de ce groupe, la croissance est estimée à 5 % pour l'année 2018. Les performances en matière d'exportations du secteur industriel des pays de l'Europe de l'Est demeurent l'un des principaux facteurs de croissance. Après avoir atteint des sommets records en 2017, le rendement de l'industrie automobile est demeuré solide, et le secteur attire de nouveaux investissements massifs en dépit d'une augmentation des coûts salariaux. La consommation privée, stimulée par les tensions sur les marchés du travail, un bond des salaires nominaux, et la souplesse de la plupart des politiques monétaires, ont aussi considérablement contribué à la croissance, devenant le principal moteur de l'économie polonaise. Cependant, ce groupe devrait connaître une activité économique modérée pendant la période 2019-2020, alors que les tensions commerciales mondiales pourraient influencer négativement les exportations, et que l'essor de la consommation devrait ralentir en raison de l'inflation.

Risques et défis en matière de politique générale

L'économie mondiale est confrontée à une convergence de risques susceptibles de perturber gravement l'activité économique et d'infliger des dégâts considérables aux prévisions de développement à plus long terme. Ces risques comprennent le déclin du soutien aux solutions multilatérales ; la montée des conflits liés aux politiques commerciales ; les instabilités financières liées à l'élévation des niveaux de dette et l'augmentation des risques climatiques, alors que le monde connaît un nombre croissant de phénomènes météorologiques extrêmes.

Le profil de risque des perspectives relatives à l'Europe a sensiblement changé. De nombreux pays de la région observent une tendance à la décélération de la croissance, qui est l'un des symptômes de l'incertitude créée par le renforcement des tensions du commerce mondial. En outre, la Banque centrale européenne est confrontée à la difficulté de sortir de sa politique de stimulation actuelle, qui pourrait comporter de nombreuses ramifications telles qu'un renforcement de la volatilité des marchés financiers. Dans le domaine de la politique fiscale, la zone euro se retrouvera face au problème toujours entier de l'adoption et du maintien d'une politique commune, en l'absence, du moins jusqu'ici, d'un cadre directif plus institutionnalisé. Des tensions ont surgi au sujet des restrictions en matière de politique fiscale imposées par les directives politiques de l'UE.

Enfin, l'incertitude créée par le Brexit a déjà entraîné un renforcement de conséquences économiques palpables telles que le déplacement d'actifs ou le détournement des investissements par les entreprises du Royaume-Uni à l'UE. En cas de sortie tumultueuse de l'UE, l'économie britannique court le risque de connaître bien plus de perturbations internes compte tenu de l'absence d'un cadre juridique d'envergure qui régirait ses relations commerciales futures avec l'UE, tandis que le secteur financier européen pourrait être gravement perturbé.

Pour plus d'informations, bien vouloir consulter le site Web à l'adresse suivante :
www.un.org/development/desa/dpad/wesp-report

Contact avec les médias :

Département de la communication globale des Nations Unies
Dan Shepard, T : +1 (212) 963-9495 | E : shepard@un.org